



Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies

Vol. 8, n°1 | 2004
Varia

Éric Hestault, *La lieutenance de Maréchaussée de Nantes (1770-1791)*

Maisons-Alfort, Service historique de la gendarmerie nationale, 2002,
488 pp., ISBN 2 11 092351 2

Nicole Dyonet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chs/525>

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2004

Pagination : 113-114

ISBN : 2-600-00955-8

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Nicole Dyonet, « Éric Hestault, *La lieutenance de Maréchaussée de Nantes (1770-1791)* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 8, n°1 | 2004, mis en ligne le 20 février 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/chs/525>

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

© Droz

Éric Hestault, *La lieutenance de Maréchaussée de Nantes (1770-1791)*

Maisons-Alfort, Service historique de la gendarmerie nationale, 2002, 488 pp., ISBN 2 11 092351 2

Nicole Dyonet

RÉFÉRENCE

Éric Hestault, *La lieutenance de Maréchaussée de Nantes (1770-1791)*, Maisons-Alfort, Service historique de la gendarmerie nationale, 2002, 488 pp., ISBN 2 11 092351 2.

- 1 Cette étude est la reprise amplifiée du mémoire de maîtrise d'Éric Hestault couronné par la Société d'archéologie et historique de Nantes et de Loire atlantique ainsi que par l'Institut des hautes études sur la sécurité intérieure. Bien informé, son auteur a puisé dans toutes les sources attendues dans ce genre de recherche : celles du Service historique de l'armée de terre, des Archives nationales. Plus particulier est le recours à un nombre important de dépôts d'archives départementales (Loire-Atlantique; Sarthe; Ardennes; Seine-Maritime; Maine-et-Loire; Gironde) et aux archives municipales de Montreuil-sur-Mer ou de Nantes. Cette dispersion géographique tient au parti pris pour conduire cette enquête. Éric Hestault a constaté que pour des raisons qui tiennent à la structure même de la maréchaussée au XVIII^e siècle, « il est plus aisé de connaître le simple soldat que l'officier » (p. 107), ce qui a déterminé les 3 caractères de sa méthode. Une large part faite à la situation des cavaliers, issus pour la plupart de régions plus ou moins éloignées de la circonscription de la lieutenance, qui exigeait du chercheur des déplacements et des recherches extra-régionales. Un dépouillement systématique des contrôles de la maréchaussée qui apparentent ce travail à ceux d'A. Corvisier et de J. Chagniot. Une mise en évidence des relations qu'entretiennent, au quotidien, ces simples soldats avec la population dont ils sont socialement plus proches que les officiers.
- 2 La démarche permet, entre autres choses, de montrer l'écart possible entre les instructions officielles abondantes et parfois d'une précision méticuleuse et la réalité des

applications sur le terrain, là où le personnel de la maréchaussée a directement affaire à la bonne ou mauvaise volonté des habitants.

- 3 La tranche chronologique choisie s'y prête particulièrement. Entre 1770 et 1791 (date de l'extinction officielle de la maréchaussée), les grandes réformes commencées en 1720 (1720, 1768-769, 1778 pour s'en tenir aux principales), cumulent leurs effets et la maréchaussée trouve sous Louis XVI ses caractéristiques les plus durables : militarisation de tous ses éléments, amélioration de son appareil administratif, renforcement de la fonction judiciaire et de police, indissociable sous l'Ancien Régime de la notion d'ordre public.
- 4 La partie la plus neuve de l'ouvrage réside donc dans la connaissance du personnel de base : les cavaliers. Dans la lieutenance de Nantes, ils sont grands (très peu ont moins des 5 pieds 4 pouces réglementaires), dans la force de l'âge (entre 38 et 42 ans pour les 3/4). Ils ne sont pas pauvres lorsqu'ils entrent dans la maréchaussée. Anciens militaires en général (seuls 20 ne le sont pas), ils doivent savoir lire et écrire (il y a des exceptions mais elles sont rares) et surtout être capables de pourvoir aux frais exigés au moment de leur recrutement (achat d'un cheval, de son harnachement, versement pour la masse, etc.). Une fois recrutés, ils jouissent de quelques avantages et privilèges, ils sont dédommagés pour leurs frais de logement à défaut d'être casernés mais il est vrai qu'autorisés à se marier, leur solde, peut-être suffisante pour pourvoir aux besoins d'une seule personne, ne suffit pas à nourrir toute une famille. Cette position dans la société, les missions qui sont les leurs, les conduisent à entretenir des relations suivies sinon étroites avec la population civile pour deux sortes de raisons.
- 5 Économiques : à la recherche d'un complément de ressource ils exercent, malgré les interdictions des règlements, des activités parallèles et plus ou moins lucratives. Leurs épouses peuvent tenir avec eux, un cabaret, une auberge, et, l'un aidant l'autre, assurer, des travaux divers. Professionnelles : le service plus exactement territorialisé, les contraint à l'occasion des tournées, des visites d'auberges et de la surveillance des foires, à des échanges avec la population qui, mise en confiance, doit leur fournir les informations dont ils ont besoin et dont ils se servent éventuellement dans leurs rapports.
- 6 Sur ce thème la précision des analyses permet à l'auteur de rectifier des affirmations soutenues par P. Goubert (*in* l'Ancien Régime) ou Emmanuel Leroy Ladurie (*in* La France rurale tome II, chapitre intitulé Violence, délinquance, contestation) à une époque (les années 1965-1975) où les études peu avancées sur la délinquance et surtout sur les institutions juridico-policières au début de leur développement, avaient donné lieu à des hypothèses un peu rapides. Le travail d'Éric Hestault contribue ainsi à faire prendre conscience du chemin parcouru depuis 30 ans dans ces deux domaines.

AUTEURS

NICOLE DYONET

Université d'Orléans, nicole.dyonet@univ-orleans.fr